



En matière de paix, Israël ne manque jamais une occasion de rater une occasion

## Description

L Agence Média Palestine propose une traduction cette analyse de Muhammad Shehada, écrivain et analyste, qui revient sur le refus répété d  Israël en réponse à des offres de paix proposées par différents groupes palestiniens.

  Israël a toujours préféré la violence à la diplomatie, rejetant les offres de paix palestiniennes et régionales afin de maximiser son expansion territoriale.  

Par Muhammad Shehada, le 18 août 2025



Depuis plus d'un demi-siècle, le principal obstacle à la paix au Moyen-Orient n'est pas l'absence d'initiatives palestiniennes audacieuses, mais la [détention implacable d'Israël](#) les étouffer avant qu'elles ne puissent prendre racine.

À maintes reprises, depuis la reconnaissance sans précédent d'Israël par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1988 et son renoncement à la lutte armée, jusqu'à l'offre de cessez-le-feu de dix ans par les [dirigeants du Hamas](#), les dirigeants palestiniens ont proposé des compromis historiques.

Et chaque fois, Israël a répondu, non pas à bras ouverts mais à poings serrés, par le sabotage politique et les [assassinats](#). Ce schéma est si constant, si délibéré, que « manquer une opportunité de paix » a cessé d'être un accident tragique pour devenir une doctrine calculée.

---

En 1988, l'Organisation de libération de la Palestine a fait à Israël [l'offre la plus généreuse](#) de l'histoire palestinienne. L'OLP a accepté l'État d'Israël, concédant 78 % de la Palestine historique à « un État juif », condamnant « le terrorisme sous toutes ses formes » et demandant en échange un État en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est.

Cela aurait dû être le scénario idéal pour Israël : mettre fin au conflit, à la première Intifada et à son isolement international, et assurer son avenir dans la région. Mais Tel-Aviv a préféré créer la panique.

Le Premier ministre Yitzhak Shamir [a immédiatement rejeté](#) le geste de l'OLP, le qualifiant de « fou et dangereux » et jurant qu'Israël « ne permettra jamais la création d'un État palestinien indépendant dans les territoires occupés ».

Son ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, [s'est engagé à utiliser](#) « la main de fer » pour écarter cette offre de paix. Le ministre israélien des Affaires étrangères a activé une équipe de gestion de crise pour discréditer la proposition de l'OLP. Le seul journaliste israélien, David Grossman, qui a [osé rendre compte](#) de la décision de l'OLP a été licencié de sa radio et attaqué à la Knesset et dans tous les médias israéliens.

Le gouvernement israélien et les organisations pro-israéliennes américaines ont également [critiqué les Juifs américains](#) qui ont rencontré Yasser Arafat pour donner suite à son geste de paix. Les États-Unis ont [refusé à Arafat](#) un visa pour présenter son offre à l'Assemblée générale des Nations unies.

Aujourd'hui, l'histoire se répète, alors que [les pays européens](#) tentent d'offrir à Israël un moyen de sortir de l'image fortement ternie par le génocide de Gaza.

En mai dernier à Singapour, le président français Emmanuel Macron [a qualifié la reconnaissance de](#) la Palestine de « devoir moral et nécessité politique », avant de vider cette déclaration de son sens en conditionnant ce geste symbolique au désarmement du Hamas, à son retrait de Gaza et à son retrait total de la gouvernance palestinienne.

Le gouvernement israélien a de nouveau paniqué et a immédiatement [accusé Macron](#) de « mener une croisade contre l'État juif ».

Depuis lors, Tel-Aviv [attaque de la même manière](#) tous les pays qui ont exprimé leur intention de reconnaître la Palestine, les accusant de « récompenser » le Hamas, de saboter les négociations de cessez-le-feu et de pousser Israël vers le « suicide national ».

La réaction française est révélatrice. [Les Israéliens comprennent](#) que cette reconnaissance est une manœuvre européenne visant à redonner un semblant de vie à un processus de paix mort depuis longtemps et à éviter de confronter Israël ou de lui demander des comptes pour son génocide.

La reconnaissance n'aurait aucun impact sur l'avancement de l'État palestinien, ni ne freinerait l'annexion officielle de la Cisjordanie par Israël.

Pourtant, même un simple geste comme celui-ci provoque la panique en Israël, car Netanyahu tente de persuader ses alliés occidentaux que la seule solution à la question palestinienne est le [dépoulement de Gaza](#).

Les dirigeants occidentaux tentent d'imputer le rejet israélien au gouvernement extrême droite de Netanyahu. Cependant, tous les partis politiques sionistes israéliens, y compris le parti de gauche Meretz-Labour, ont clairement [exprimé](#) leur opposition à la solution des deux États.

Ce rejet n'est pas nouveau ni le résultat des événements du 7 octobre, mais une caractéristique constante des gouvernements israéliens successifs depuis le début de l'occupation en 1967.

## Contre les « offensives de paix » palestiniennes

En 1976, l'OLP et les pays arabes ont fait pression pour qu'une résolution soit adoptée au Conseil de sécurité des Nations unies appelant à la solution des deux États. La résolution a reçu le soutien de tous les membres du Conseil de sécurité, mais Israël l'a rejetée, et les [États-Unis ont opposé leur veto](#).

En 1981, l'OLP a officiellement approuvé une proposition de l'Union soviétique visant à créer un État palestinien sur les territoires de 1967 et à garantir la sécurité et la souveraineté à Israël. Quelques mois plus tard, le roi Fahd d'Arabie saoudite a fait à Israël la proposition la plus généreuse qui soit : Israël serait intégré dans la région et bénéficierait d'une paix garantie par tous les pays arabes s'il acceptait la solution des deux États.

Cette offre a été réitérée en 2002 sous le nom d'« Initiative de paix arabe » et approuvée par 57 pays musulmans, mais Israël l'a ignorée.

Israël a vu dans cet élan une menace et l'a considérée comme une « offensive de paix » ; les Palestiniens devenaient trop modérés et Israël était court d'excuses pour maintenir l'occupation.

Tel-Aviv a répondu par une guerre contre l'OLP au Liban afin d'exercer les pressions militaires les plus fortes pour saper les modérés palestiniens et rendre l'OLP plus intransigente afin de freiner son ascension vers la respectabilité politique.

## Oslo et la mascarade du processus de paix

En 1993, Israël a été contraint d'accepter les accords d'Oslo après avoir échoué à réprimer violemment la première Intifada et être retrouvé incapable de faire face à l'isolement international, aux pressions et aux dommages économiques, diplomatiques et politiques résultant de sa stratégie consistant à « briser les os » [de manifestants civils non armés et d'enfants](#).

Le monde a salué Oslo comme une nouvelle ère de paix, mais Israël a introduit suffisamment de lacunes dans l'accord pour éviter de mettre fin à l'occupation. Le Premier ministre Rabin, qui a remporté le prix Nobel de la paix pour Oslo, a clairement indiqué qu'il s'agissait simplement

dâ??une sÃ©paration, et non de la crÃ©ation dâ??un Ã©tat palestinien.

Ã« Nous nâ??acceptons pas lâ??objectif palestinien dâ??un Ã©tat palestinien indÃ©pendant entre IsraÃ©l et la Jordanie. Nous pensons quâ??il existe une entitÃ© palestinienne distincte, qui nâ??est pas un Ã©tat Ã», a-t-il dÃ©clarÃ©.

[Lâ??apartheid](#) signifie Ã« sÃ©paration Ã», et câ??est ce qui sâ??est produit sur le terrain. Les colonies israÃ©liennes se sont dÃ©veloppÃ©es de maniÃ¨re exponentielle et davantage de colons se sont installÃ©s dans les territoires occupÃ©s pendant le Ã« processus de paix Ã» quâ??avant Oslo. Pendant ce temps, les Palestiniens ont Ã©tÃ© contraints de surveiller lâ??occupation israÃ©lienne et de contrecarrer la rÃ©sistance armÃ©e, assurant ainsi Ã Tel-Aviv un apartheid sans frais.

En 2000, IsraÃ©l a clairement indiquÃ© Ã Camp David que le maximum quâ??il offrirait aux Palestiniens nâ??Ã©tait pas un Ã©tat souverain et indÃ©pendant, mais plutÃ´t trois [bantoustans](#) non contigus sÃ©parÃ©s par des colonies israÃ©liennes et des checkpoints militaires, sans aucun droit au retour pour les rÃ©fugiÃ©s palestiniens.

IsraÃ©l conserverait le contrÃ´le de lâ??espace aÃ©rien, de la radio, de la couverture mobile et des frontiÃ¨res palestiniennes avec la Jordanie, et maintiendrait ses bases militaires sur 13,3 % de la Cisjordanie tout en [annexant 9 %](#) et en conservant mÃªme trois blocs de colonies Ã Gaza qui coupent lâ??enclave en plusieurs morceaux.

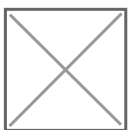
Le nÃ©gociateur et ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res dâ??IsraÃ©l, [Shlomo Ben Ami, a lui-mÃªme dÃ©clarÃ©](#) que sâ??il Ã©tait Palestinien, il aurait rejetÃ© les conditions insensÃ©es de Camp David. Cela nâ??a pas empÃªchÃ© IsraÃ©l de continuer Ã prÃ©tendre que le sommet de 2000 Ã©tait son Ã« offre la plus gÃ©nÃ©reuse Ã» et de rÃ©pÃ©ter le mensonge selon lequel Ã« nous nâ??avons pas de partenaire de paix en Palestine Ã» afin de lÃ©gitimer la pÃ©rennisation de lâ??apartheid.

En 2005, IsraÃ©l [a clairement indiquÃ©](#) que le redÃ©ploiement de ses troupes Ã Gaza et le transfert symbolique de 9 000 colons de Gaza vers la Cisjordanie visaient Ã Ã« geler le processus de paix Ã» et Ã Ã« empÃªcher la crÃ©ation dâ??un Ã©tat palestinien Ã».

Un an plus tard, Ehud Olmert est devenu Premier ministre et le prÃ©sident de lâ??AutoritÃ© palestinienne Abbas a tentÃ© de lâ??approcher pour entamer des pourparlers de paix. Un haut responsable israÃ©lien a dÃ©clarÃ© Ã *The New Arab* quâ??Abbas avait passÃ© 16 mois Ã implorer Olmert de lui parler et de nÃ©gocier, tandis que ce dernier continuait de tergiverser.

Finalement, lorsque les problÃ¨mes juridiques dâ??Olmert ont commencÃ© Ã faire surface, il sâ??est engagÃ© dans un acte destinÃ© Ã marquer son hÃ©ritage en nÃ©gociant une proposition similaire Ã celle de Camp David, tout en lanÃ§ant simultanÃ©ment la guerre la plus sanglante jamais menÃ©e contre Gaza, lâ??opÃ©ration Ã« Plomb durci Ã».

AprÃ¨s [36 rÃ©unions](#) au cours desquelles les Palestiniens se sont pliÃ©s en quatre pour parvenir Ã un accord, Olmert a dÃ©missionnÃ© et Netanyahu lui a succÃ©dÃ©.



---

Le génocide perpétré par Israël à Gaza a pour objectif explicite de dépeupler le territoire palestinien. [Getty]

## Les ouvertures répétées du Hamas

L'un des arguments clés avancés par Israël pour justifier le maintien de l'apartheid est la accusation [d'adultère](#) selon laquelle « nous avons quitté Gaza et avons reçu en retour les roquettes du Hamas ».

Israël impute également l'échec du processus de paix aux attaques du Hamas dans les années 1990, bien que la première attaque majeure du Hamas, qui a fait cinq morts à la gare routière de Hadera en 1994, [n'ait eu lieu qu'après le massacre de la mosquée d'Ibrahîm](#), au cours duquel 29 fidèles palestiniens ont été assassinés pendant la prière par le colon israélien Baruch Goldstein.

À l'instar de l'OLP, le Hamas a également fait plusieurs offres de paix à Israël, bien que de manière plus mesurée. Les dirigeants du groupe ont constaté que l'Autorité palestinienne avait reconnu Israël, abandonné la résistance armée et collaboré avec les agences de sécurité israéliennes contre leurs compatriotes palestiniens, mais n'avait rien obtenu en retour et avait perdu tout moyen de pression pour obtenir des concessions significatives de la part d'Israël.

Le point de départ du Hamas dans les négociations était donc un [cessez-le-feu de 10 à 30 ans](#), incluant une cessation totale des hostilités sans désarmement.

Lorsque le Hamas a fait cette offre en 1997, Israël [a immédiatement réagi](#) en tentant d'assassiner le principal dirigeant politique du groupe, Khaled Meshal, en Jordanie. Lorsque le fondateur du Hamas, Ahmed Yassin, a retiré cette offre en 2004, [Israël l'a assassiné](#) deux mois plus tard. Les responsables israéliens ont [ultérieurement admis](#) qu'ils auraient pu faire la paix avec le Hamas sous Yassin.

De même, lorsque le haut commandant militaire du Hamas, Ahmad Al-Jabari, a commencé à avancer une proposition de cessez-le-feu permanent, Israël l'a assassiné en 2012. [Haaretz a qualifié Jabari](#) de « sous-traitant d'Israël à Gaza », car il s'était donné beaucoup de mal pour assurer le calme à Israël pendant les cessez-le-feu et empêcher d'autres groupes armés de violer ce calme.

En 2006, dès la formation du gouvernement du Hamas, le Premier ministre [Ismaïl Haniyeh](#) a envoyé une lettre à l'administration Bush proposant un compromis avec Israël basé sur la solution à deux états.

Le conseiller de Haniyeh, Ahmad Yousef, a présenté une proposition de paix trop clémente, que le Fatah du président Abbas a qualifiée de « pire que la déclaration Balfour ». Elle prévoyait la création d'un état palestinien avec des frontières temporaires sur un tiers de la Cisjordanie (zones A et B) et la bande de Gaza, puis l'élargissement progressif des frontières de l'état par la négociation et la diplomatie.

---

Israël a réussi en imposant un [blocus draconien sur Gaza](#) et en faisant pression sur la Suisse et le Royaume-Uni, qui avaient accueilli Yousef, pour qu'ils interdisent à ce dernier et à tous les dirigeants du Hamas d'entrer sur leur territoire. Il a également bloqué les revenus de l'Autorité palestinienne afin de provoquer la faillite et l'effondrement du gouvernement du Hamas à Gaza. Tel-Aviv et les [États-Unis ont alors commencé à préparer](#) un coup d'État pour renverser le Hamas.

En 2008, le Hamas a engagé des discussions avec un colon israélien, le rabbin [Menachem Froman](#), afin de formuler une proposition de cessez-le-feu qui éviterait le siège israélien sur Gaza et garantirait en contrepartie la cessation totale des hostilités.

Le Hamas a accepté la proposition finale, mais Israël l'a rejetée d'emblée et a lancé plus tard dans l'opération « Plomb durci », dont l'objectif était, selon l'ONU, de « punir, humilier et terroriser » la population civile de Gaza.

L'Institut américain pour la paix [a rapporté en 2009](#) que le Hamas avait « envoyé des signaux positifs indiquant qu'il pourrait être prêt à entamer un processus de coexistence avec Israël ».

Même pendant le génocide perpétré par Israël à Gaza, le Hamas a affirmé à plusieurs reprises sa volonté de s'engager dans un processus politique et a proposé de [désposer les armes](#) et de démanteler sa branche armée si Israël mettait fin à son occupation. Il a également proposé une [trêve de dix ans](#), mais Israël a rejeté ces propositions à plusieurs reprises.

Une source proche des négociations de cessez-le-feu à Gaza a déclaré à *The New Arab* qu'en 2024, Ismail Haniyeh avait engagé des pourparlers avec les États-Unis afin de limiter le Hamas à un parti politique et de s'engager dans un processus de paix. Selon cette source, l'interlocuteur de Haniyeh était le directeur de la CIA, Bill Burns. Israël a immédiatement assassiné Haniyeh à l'annonce du début de ces pourparlers.

Le verdict de l'histoire sur le refus d'Israël ne sera pas écrit par les propagandistes de Tel-Aviv ou les rédacteurs de discours à Washington, mais inscrit dans le long registre sanglant des occasions manquées, des promesses non tenues et des trahisons déplorables.

Chaque négociateur assassiné, chaque accord saboté, chaque réaction de panique face au moindre geste symbolique en faveur de l'État palestinien révèle une vérité plus profonde : les dirigeants israéliens craignent davantage la paix que la guerre, car la paix impliquerait l'égalité, la responsabilité et la fin de l'apartheid.

La question n'est plus de savoir si les Palestiniens obtiendront la liberté ou accepteront la coexistence, mais combien d'occasions manquées Israël imposera encore au monde avant que ce jour n'arrive.

*Muhammad Shehada est un écrivain et analyste palestinien originaire de Gaza et responsable des affaires européennes chez Euro-Med Human Rights Monitor. Suivez-le sur Twitter : [@muhammadshehad2](#)*

Traduction par l'Agence Média Palestine

Source : [The New Arab](#)

**date crÃ©e**  
2025/08/19